

Forum de ce numéro (pages 3 à 14)

Les méfaits du capitalisme

Editorial

Arrogance, mépris, dédain, condescendance

Ces mots veulent dire à peu près la même chose. On peut les utiliser à l'égard de ceux qui ne respectent pas la volonté populaire et qui se croient au-dessus du peuple. Qu'ils s'appellent Angela Merkel (chancelière allemande), Jean-Claude Juncker (président de la Commission européenne), Christine Lagarde (directrice du FMI) ou Mario Draghi (patron de la Banque européenne et ancien responsable de la banque Goldman Sachs qui a truqué les comptes de la Grèce pour lui permettre de rejoindre les pays ayant adopté l'euro), tous font preuve d'une gigantesque mauvaise foi pour démolir la Grèce et son gouvernement démocratiquement élu.

Comme le souligne le journaliste Jean-François Kahn, on a rarement autant menti pour travestir la vérité. On a même osé affirmer que le référendum organisé par Alexis Tsipras était un déni de démocratie. Quel culot de dire pareille bêtise alors que le gouvernement grec demandait simplement au peuple de son pays de dire s'il acceptait ou non

les mesures d'austérités que les autres pays de la zone euro voulaient imposer.

Pour se venger de la décision des Grecs de ne pas accepter l'odieux chantage auquel ils étaient soumis, les gouvernements, avec la complicité de la plupart des journaux (seule notable exception: l'hebdomadaire français *Marianne*), ont décidé d'étrangler la patrie de Platon et d'imposer des restrictions qui augmenteront encore la pauvreté et la désespérance. Nous avons rêvé d'une Europe sociale et écologique; nous avons une Europe qui n'a qu'une seule valeur: l'argent. Même les Allemands n'ont pas la reconnaissance du ventre, eux qui ont bénéficié de la générosité de la Grèce au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Plus près de nous ce sont les radicaux neuchâtelais qui méprisent le peuple. Ils veulent le priver d'élire les membres des conseils communaux (exécutif) dans les communes qui ont choisi ce système et de laisser ce rôle aux législatifs. Même si nous sommes à des années-lumière des thèses d'exclusion de l'UDC, nous partageons pour une fois sa préoccupation de donner la parole au peuple.

Abraham Lincoln disait: «*La démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple*». Nos gouvernants devraient se souvenir qu'ils sont des serviteurs et non des maîtres. Mais que faire lorsque l'opportunisme et le souci de carrière guident les actions de la plupart des politiciens qui occupent le devant de la scène? Peut-être leur citer Thomas Jefferson, un autre président américain: «*Le peuple est le seul sur lequel nous puissions compter pour préserver notre liberté*».

Le règne de l'inutile

Les gains de productivité ont été, pour une grande part, dilapidés en laissant proliférer des activités n'ayant d'autres fonctions que de satisfaire des besoins artificiels souvent ridicules et parfois néfastes. Songeons à la multiplication des objets ridicules et rappelons-nous la réaction de Socrate qui se serait écrié en entrant dans une boutique: «*Que de choses dont je n'aurai jamais besoin!*»

Albert Jacquard

Rémy Cosandey

Initiative pour des multinationales responsables

Une large coalition d'organisations de développement, environnementales et de défense des droits humains a lancé une initiative populaire fédérale intitulée «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et son environnement». Parmi les membres du comité d'initiative, on trouve des personnalités bien connues, notamment Micheline Calmy-Rey, ancienne présidente de la Confédération, Dick Marti, ancien conseiller aux Etats, et

Cornelio Sommaruga, ancien président de la Croix Rouge internationale. Cette initiative exige que:

- les multinationales domiciliées en Suisse ne doivent plus exploiter les êtres humains ni porter atteinte à l'environnement;
- les multinationales et leurs filiales doivent respecter les droits humains et les standards environnementaux partout dans le monde;

- le devoir de vigilance a un effet préventif et contribue à éviter les violations des droits humains et les dégâts environnementaux.

Dans la feuille de signatures éditée par Amnesty International, Dick Marti affirme: «Personne ne voudrait que la circulation routière repose sur des principes volontaires et soit dictée par le loi du plus fort. De la même manière, les activités des sociétés à l'étranger doivent être encadrées par des règles claires».

Nous invitons tous les lecteurs de *l'essor* à signer cette initiative qui correspond à la charte de notre journal. Des feuilles peuvent être demandée à Amnesty International (Speichergasse 33, 3001 Berne).

Ils ont collaboré à ce numéro

En plus de quelques membres du comité de rédaction de *l'essor*, les personnes suivantes ont collaboré au forum de ce numéro (par ordre alphabétique):

- **Alain Grillez, militant SSP-VPOD, Tafers**
- **Philippe Lagger, enseignant retraité, rédacteur à *Monde du Travail*, membre du comité de l'ADC de La Chaux-de-Fonds, La Chaux-de-Fonds**

- **Graziano Pestoni, président de l'Union syndicale du Tessin, Monte Carasso**
- **Hans-Peter Renk, bibliothécaire (retraité), membre de solidarités-NE, Le Locle**
- **Georges Tafelmacher, artisan-ébéniste à la retraite, membre de Gauche en Mouvement, Pully**

Comme d'habitude, les citations ont été choisies par la rédaction.

Solidarité avec Yasmine Motarjemi

Dans notre forum de février consacré aux lanceurs d'alerte, nous avons évoqué le cas de Yasmine Motarjemi, ancienne responsable de la sécurité alimentaire chez Nestlé, qui a dénoncé les pratiques de cette multinationale. Nous apprenons que le procès que Yasmine Motarjemi a intenté contre Nestlé aura lieu en décembre. *L'essor* est solidaire avec elle.

LE BILLET DE REMY COSANDEY

Une république peuplée de rois

La Suisse n'a jamais été une royauté et pourtant elle possède de nombreux rois et roitelets. Au haut de l'échelle, il y a Christoph Blocher, le roi des bonimenteurs et de l'isolement de la Suisse. Juste au-dessous, il y a Sepp Blatter, président démissionnaire de la FIFA, le roi de la corruption, et le conseiller national UDC Jean-François Rime, le roi du mensonge et de l'exagération.

Un peu plus bas, on trouve Eric Stauffer, fondateur du MCG (Mouvement citoyen genevois), le roi des grandes gueules, et la conseillère nationale Christa Markwalder, la reine des indiscretions. Plus loin encore, il y a Alain Berset, le roi des illusionnistes (il prétend sauver l'AVS alors qu'il favorise l'antisocial deuxième pilier), Claude-Henri Schaller, conseiller communal au Val-de-Ruz, le roi de l'excommunication (il veut censurer deux journalistes qui critiquaient sa volonté de soumettre tous les employés de la commune à des contrôles d'alcootest) et quelques rois et reines de l'opportunisme dont la charité chrétienne m'empêche de révéler le nom.

Heureusement, il y a aussi des femmes et des hommes qui font honneur à leur pays. De Johann Heinrich Pestalozzi à Ruth Dreifuss en passant par Henri Dunant, Pierre Ceresole et Hans Peter Tschudi, la Suisse possède des humanistes et des politiciens qui ont donné à la Suisse ses lettres de noblesse. Espérons que c'est d'eux que l'histoire se souviendra.

La parole aux jeunes

Le forum de notre dernier numéro de l'année permettra aux adolescents et aux jeunes de s'exprimer. Quelle est leur vision de l'avenir? Comment voient-ils le monde? Comment faire face à la violence? Faut-il s'engager ou se replier sur soi-même?

Lecteurs de *l'essor*, si vous avez des jeunes (vos enfants, petits-enfants) parmi votre entourage, demandez-leur de s'exprimer. Nous attendons vos contribution jusqu'au 1^{er} novembre.

Réagir avant qu'il ne soit trop tard

A titre d'introduction à ce forum, laissons la parole à un lecteur qui s'exprimait dans un hebdomadaire: *«Depuis la chute du bloc communiste, les capitalistes se sont dit qu'ils pouvaient maintenant librement asservir tous les peuples du monde. Pour cela, il leur faut tout d'abord détruire les systèmes de justice et de solidarité sociale édifiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils ont choisi de faire un exemple en mettant les Grecs à genoux, en leur imposant de se mutiler eux-mêmes. Comme le peuple grec a courageusement résisté, malgré la trahison de la classe politique traditionnelle, il va être puni, afin de montrer aux autres peuples qu'ils sont obligés de se soumettre à cette régression sociale sans précédent dans l'histoire en dehors des périodes de guerre».*

La Suisse n'est pas à l'abri des menaces du capitalisme international. En effet, dans la discrétion la plus absolue, notre pays, avec une vingtaine d'autres Etats, négocie un nouvel accord commercial appelé TiSA (Trade in Services Agreement) ou ACS (Accord sur le commerce des services). Ce groupe d'Etat (notamment les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, l'Union européenne et la Suisse) siège à Genève et porte le nom absurde de «Really Good Friends of Services» (les vrais bons amis des services). L'intention de ces «amis» est avant tout de défendre les intérêts économiques de leurs grands groupes d'entreprises. Selon cet accord, toutes les prestations de service, les prestations publiques de base ainsi que l'ensemble des services publics devraient être déréglementés et soumis aux obligations d'accès aux marchés: la distribution de l'eau, le système de la santé, les services sociaux, les prestations de la poste, les télécommunications, l'approvisionnement en énergie, les assurances sociale. Allons-nous nous laisser dominer par un système qui méprise le peuple? Il est urgent de réagir contre la dictature des multinationales.

Comité rédactionnel de *l'essor*

Le capitalisme de tous les dangers

Si d'aventure vous tapez sur un moteur de recherche le mot «capitalisme», vous n'obtiendrez pas moins de 1.730.000 résultats. C'est stupéfiant! En feuilletant quelques pages de l'Internet, vous apprendrez qu'il s'agit d'un modèle universel, ou d'une mondialisation inévitable, il y est question de responsabilité d'actionnaires voraces, ou bien d'un progrès social indiscutable, ou encore de destruction des ressources naturelles. En réalité, sous ce mot-là se cache un véritable fourre-tout. On y apprend également tout sur les bienfaits et les méfaits du capitalisme. On crie au loup afin d'ancrer profondément dans les têtes le fait qu'aujourd'hui nous sommes en crise et qu'il devient urgent de moraliser les actes politiques qui en découlent, de les contenir, de les justifier et même de les réguler. Reste à savoir quelle est la signification du mot «crise» en chinois, par exemple. Si j'ai choisi cette langue, c'est que l'idéogramme correspondant à ce mot a plusieurs significations: cela peut vouloir dire tout à la fois «danger» ou «occasion». Donc, si l'on en croit le dictionnaire chinois, de cette crise peut sortir quelque chose d'inattendu. Enfin, un peu d'espoir! On peut légitimement se poser la question de savoir si le capitalisme

est porteur de tous les maux. Il me semble qu'il est en lien étroit avec la récession qui n'en finit pas, avec son cortège de chômeurs frappant toutes les tranches d'âges, son lot de licenciements engendrant des mouvements sociaux. Sans oublier le fait que les inégalités qu'il génère, excessives et souvent scandaleuses, touchant de plus en plus d'hommes politiques de la haute sphère, finissent par alimenter un climat de tension permanent et, à chaque nouvelle crise économique, font courir un risque d'explosion sociale partout dans le monde. L'inquiétude est générale, la colère monte inéluctablement. Pourtant, on aurait pu croire que ce système économique mondialisé aurait permis à tout un chacun de choisir son activité en toute liberté, ainsi que son mode de vie. On pensait que le capitalisme allait assurément apporter la paix dans le monde. En fait, nous n'avons eu qu'une trêve. Le monde est à feu et à sang, on pourrait dire que la planète bleue s'est teintée de rouge.

Le capitalisme en tant que système économique, social et politique a du sang sur les mains. Je pense au génocide amérindien, à la traite des esclaves, puis pour aller

très vite, au Vietnam, à l'Afghanistan, aux guerres du Golfe, à celles de Libye, de Yougoslavie, du Proche-Orient, du Yémen, ainsi que toutes les autres en Afrique, pour n'en citer que quelques-unes. Il y a tout de même plus de cinq millions de personnes qui meurent de faim chaque année dans le monde.

Mais alors, comment remédier à tout cela? Peut-être qu'il faudrait penser à redistribuer le capital de manière plus équitable? Avec un peu de bonne volonté et une bonne dose de solidarité envers les autres, nous devrions y arriver. Mais, pour arriver à ce stade de pensée, nous devons boycotter les journaux télévisés servis plusieurs fois par jour. Le fait d'écouter en boucle autant d'aberrations, ne nous rend pas plus intelligent, bien au contraire, cela nous enlève notre capacité de jugement, de penser, de réfléchir à la construction d'un avenir meilleur pour tout habitant de cette planète. Disons non à l'anesthésie médiatique généralisée. Pensons et agissons avec notre cœur!

Emilie Salamin-Amar

Avant de s'attaquer au capitalisme, attaquons-nous à sa logique dominatrice!

Le capitalisme entretient chez l'individu la certitude qu'il est maître de son destin et que, par son travail et son esprit d'entreprise, il sera prospère. Découlant du libéralisme, il a pour fondement la responsabilité individuelle et la liberté d'entreprendre. Telle est du moins la théorie mais elle n'est valable qu'à une seule condition: que tous les êtres humains soient égaux en intelligence, en énergie, en capacité, en force et aussi égaux de naissance sans autres privilèges. Mais les hommes ne sont pas égaux; il y a en a qui sont dotés d'une force dominante, d'une énorme énergie, d'une grande inventivité, d'un charisme entraînant et d'autres qui sont justes normaux, n'ayant l'énergie et l'intelligence que pour vivre une vie simple. Le problème est que ces hommes forts, pontes de l'économie obsédés par leurs fortunes, utilisent et instrumentalisent le capitalisme pour assoier leur pouvoir et régner en maître sur les sujets qui, pour survivre et se nourrir, acceptent cet état tout en produisant les richesses des autres.

Aux totalitarismes du XX^e siècle a succédé la tyrannie d'un capitalisme financier qui ne connaît plus de bornes, soumet Etats et peuples à ses spéculations.

Edgar Morin

Le capitalisme est l'expression brutale de la nature humaine dans tout ce qu'elle a de dur, impitoyable, contraignant et imposant et il est même la forme la plus aboutie d'une dictature des leaders élitaires charismatiques, du pouvoir par l'enrichissement. Il est l'expression même d'un égocentrisme, d'une obsession du pouvoir et son moteur est la concurrence et la compétitivité, formidable machine de ségrégation et de hiérarchisation des individus qu'il classe selon leurs performances économiques. Le capitalisme n'est rien d'autre que l'abâtardissement des concepts du libéralisme libertaire, qui prônait le droit de disposer librement de sa force de travail et des pro-

duits de son travail, la liberté d'échanger, de contracter, d'entreprendre où l'économie est conçue dans sa globalité, des tâches ménagères aux projets communautaires.

Le capitalisme exprime d'une manière crue le fond de commerce libéral qui postule la suprématie de quelques méritants sur les masses sans culture qui ne savent que brailler, descendre dans la rue et renverser les poubelles, ce qui permet aux autorités de justifier les charges d'une police aux ordres des dominants locaux et du monde, des banques et de l'industrie et d'un système si totalitaire que nous ne pouvons plus faire d'autre que descendre dans la rue, hurler notre mécontentement et renverser les poubelles capitalistes culottées!

Lorsque nous analysons ce qui se passe, il semblerait que la crise du capitalisme montre que le mental de l'homme n'a pas suivi son «progrès» matériel et l'élargissement de son pouvoir, car l'homme est toujours mené par ses tendances autodestructives que rien ne semble arrêter et surtout pas tous ces appels à la responsabilisation, à la moralisation et à l'éthique.

Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.

Jean Jaurès

Concevoir le monde selon les concepts du capitalisme en faisant appel à nos plus bas instincts de consommateur, à nos envies et besoins matérialistes et égocentriques, à nos tentatives de pouvoir, à nos envies d'enrichissement, inflige des meurtrissures fatales à notre écosystème. Ce système est autodestructif et tend vers l'annihilation et la destruction finale. Tout nous pousse à la consommation et la consommation nous pousse vers un destin fatal. Nous nous comportons sans conscience en croyant qu'il suffit de s'imposer une volonté pour trouver le bonheur, bonheur vendu

par les temples de la consommation, nourris par la publicité qui nourrit nos émotions!

Le capitalisme est pervers par essence: séduisant, puis aliénant, puis isolant, puis destructeur. La foi, l'idéologie sont sur le mode paranoïaque, le capital, lui, est essentiellement pervers.

Un Inconnu qui exprime ce que beaucoup pensent en silence

Le capitalisme tend vers la mort! La mort de la terre surexploitée, des espèces menacées! La mort de tout ce que l'intelligence humaine a accompli depuis 100'000 ans et le triomphe de tout ce que l'homme porte de destructif en lui. En effet, ces destructions se font au nom du progrès, de l'industrialisation, des places de travail, du bonheur, de la prospérité et des valeurs néolibérales qui ne servent qu'à caler nos certitudes dans le confort des acquis matériels. Il dit créer les emplois du futur mais à quoi bon ces emplois si nous devenons complètement malades de notre environnement massacré et surexploité. Il nous dit vouloir nourrir le monde mais à quoi bon si le monde s'auto-détruit!

Tant que le capitalisme pousse à plus de consommation, donc à plus d'industrialisation, d'exploitation et de compétition, tant qu'il est axé sur le progrès matériel, la croissance, la concurrence, l'enrichissement, la spéculation et le cours de la bourse, alors rien ne changera, rien n'empêchera cette course vers l'annihilation finale, inscrite dans nos gènes mêmes, dans notre évolution guerrière et du pouvoir.

Tant que nous n'arrivons pas à appréhender le drame humain et à comprendre ce qui se passe et pourquoi, tant que nous ne pouvons pas reconnaître ce qui ne tourne pas rond chez nous, jamais nous ne pourrions conti-

suite en page 5

nuer notre cheminement sur cette terre devenue notre purgatoire et l'antichambre de la mort, d'autant plus que nous pouvons faire le constat d'une volonté de destruction portée par la logique néolibérale et du capitalisme destructif.

La seule question que nous devons nous poser est de savoir comment nous affranchir de ces puissants dirigeants, comment les arrêter de jouer nos vies à la bourse, comment les

faire venir à de meilleurs sentiments, comment stopper leurs discours apologetiques qui renforcent et justifient cette économie champ de guerre en temps de paix...

Oui, comment faire pour que les puissants de cette terre cessent d'être puissants pour n'être que des humains communs avec des doutes, des peurs, des angoisses? Comment se fait-il qu'aucune éducation ne change quoi que ce soit à cet état, qu'aucune

loi ne modifie ces tendances et qu'aucun appel à la responsabilisation n'est entendu?

Le capitalisme ne disparaîtra pas car ce système est totalitaire et ses dirigeants obnubilés par leur importance, tyrans mégalomaniacs puissants, obsédés par l'influence qu'ils cherchent sur autrui, ne peuvent se rendre compte du tort qu'ils infligent au monde et à ses habitants.

Georges Tafelmacher

A propos de «Laudato si»¹

La récente encyclique papale fait grand bruit et mérite que l'on s'y attarde, car elle nous livre une vision originale de la crise écologique qui préoccupe les lecteurs de *l'essor*. Elle dénonce clairement l'impasse à laquelle conduisent les perversions égoïstes de domination, d'appropriation et de prédation. Elle en explique les causes économiques qui ont fomenté l'émergence d'instincts grégaires qui, en un siècle à peine, se sont imposés et généralisés au détriment de la spiritualité – religieuse ou athée –, propre aux êtres humains.

Christianisme et capitalisme

On déplore cependant l'absence d'autocritique de la part de l'autorité suprême des chrétiens. L'encyclique devait accuser le rôle joué par cette croyance dans l'émergence du capitalisme et, partant, les méfaits qui en ont résulté pour l'humanité et la nature appauvries. Ces méfaits peuvent être mesurés par «l'empreinte écologique»², soit la pression exercée par les hommes envers les ressources et les services fournis par la nature pour satisfaire leurs besoins vitaux. Exprimée en hectares de surface exploitée par personne, l'empreinte écologique est en moyenne de 7.1 ha pour l'Amérique du Nord et l'Union européenne, de longue tradition chrétienne, alors qu'elle n'est que de 2,2 ha pour le Moyen Orient et l'Asie Centrale, de 2 pour la Chine, l'Amérique Latine et les Caraïbes et proche de 1 pour l'Afrique et l'Inde, soit 10 fois moins prédateurs que les Etats-Unis qui comptent 71% de chrétiens, dont 21% catholiques et 46% protestants.

S'adressant aux chrétiens, l'encyclique devait relever leur responsabilité, non seulement envers les pauvres, mais quant aux raisons his-

toriques qui les ont appauvris. En effet, *«Le mercantilisme se développe au XVII^e siècle dans toute l'Europe, mais notamment en France, pays catholique, et en contribuant à éliminer les valeurs religieuses du champ économique (notamment en s'abstrayant du fait que l'usure soit un péché), contribue à l'émergence du capitalisme en rendant légitime la recherche du profit»*³

Christianisme et impérialisme

On déplorera encore que la principale puissance prédatrice actuelle, l'impérialisme états-unien, soit ménagée au point d'être absoute des hécatombes perpétrées à Hiroshima et Nagasaki alors que l'encyclique soulève, à juste titre, la menace du nucléaire militaire: *«Il suffit de se souvenir des bombes atomiques lancées en plein XX^e siècle, comme du grand déploiement technologique étalé par le nazisme, par le communisme et par d'autres régimes totalitaires au service de l'extermination de millions de personnes, sans oublier, qu'aujourd'hui, la guerre possède des instruments toujours plus mortifères»*⁴. Les E.-U. seraient-ils alors inclus dans la catégorie des *«autres régimes totalitaires»*?

Christianocentrisme

On regrette tout autant que l'encyclique n'adresse son message qu'aux chrétiens, bien qu'elle rappelle timidement: *«Mais nous ne pouvons pas ignorer qu'outre l'Eglise catholique, d'autres Eglises et Communautés chrétiennes – comme aussi d'autres religions – ont nourri une grande préoccupation et une précieuse réflexion sur ces thèmes qui nous préoccupent tous»*⁵. Bien que le pape s'inspire largement de Saint François d'Assise, il omet de rappeler que celui-ci s'est

soucié d'autres grandes cultures, telle l'islamique, bafouant ainsi les Croisés qui voulaient l'éradiquer. De plus des congrégations franciscaines tentent actuellement des rapprochements œcuméniques avec des amérindiens, bouddhistes, sikhs, hindous, juifs, musulmans et des chrétiens de plusieurs dénominations... *Le Poveretto* avait, lui, compris que *«C'est de l'ensemble des hommes qu'il faut de toute urgence, faire une communauté»*⁶. On n'en a jamais été aussi éloigné.

Perspectives

L'encyclique conclut qu'*«un changement dans le style de vie pourrait réussir à exercer une pression saine sur ceux qui détiennent le pouvoir politique, économique et social»*⁷. Mais cet espoir, mis au conditionnel, ne fait qu'entretenir l'illusion qu'il suffirait que l'humanité ait la liberté d'exercer une pression saine pour sauver le monde alors que le texte signale justement que les pressions du capital la rend illusoire, puisque *«Ceux qui ont en réalité la liberté, ce sont ceux qui constituent la minorité en possession du pouvoir économique et financier»*⁸.

Alors, comment priver le capitalisme de sa liberté de nuire sans le... décapiter?

François Iselin

¹ François, Encyclique «Laudato si», mai 2015, Typographie vaticane.

² https://fr.wikipedia.org/wiki/empreinte_%C3%A9cologique.

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27%C3%89thique_protestante_et_l%27esprit_du_capitalisme.

⁴ Encyclique, § 104.

⁵ Encyclique, § 7.

⁶ Albert Jacquard, *Le souci des pauvres, l'héritage de François d'Assise*, Calman Lévy, 1996, p. 90.

⁷ Encyclique, § 206.

⁸ Encyclique, § 203.

Grèce: coup d'Etat monétaire contre la volonté populaire

Au début des années 1990, l'analyste étatsunien Francis Fukuyama publiait un essai, *La fin de l'histoire*: après la disparition de toute alternative systémique, l'avenir était à la conjonction indissoluble du capitalisme et de la démocratie. Pourtant vingt ans plus tôt le Chili devint un laboratoire du néolibéralisme, durant la dictature du général Pinochet¹. Mais le ralliement de la social-démocratie au dit néolibéralisme pouvait donner quelque crédit aux thèses de Fukuyama. La réalité vient d'y donner un sérieux démenti, avec la crise grecque.

Depuis 2010, la Grèce fut soumise à une cure d'austérité sans précédent en Europe: s'élevant alors à 120% du produit intérieur brut (PIB), la dette grecque se monte aujourd'hui à 175% du PIB². «Les impôts des plus pauvres ont augmenté de 33%. Ceux des plus riches? De 9%. D'après une étude de la fondation Hans Böckler [liée au syndicat allemand DGB] (...): les 10% les plus pauvres ont perdu 86% de leurs revenus, les 30% les plus riches n'ont pas perdu plus de 20% de leurs entrées» (Cédric Reichenbach, *Echo Magazine*, 26.3.2015). Les coupes dans la fonction publique se soldent par la fermeture de nombreux hôpitaux (auxquels suppléent des dispensaires alternatifs). Des centaines de milliers de foyers ont été privés d'électricité, 300.000 Grecs dépendent d'une aide alimentaire. Près de la moitié des retraité-e-s vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Le chômage des jeunes dépasse 50%.

Cette situation découle des politiques menées par les gouvernements de droite et de «gauche» (NEA DEMOKRATIA et PASOK), qui se sont succédé depuis la fin de la dictature militaire, en 1974. Pour obtenir l'entrée de la Grèce dans la zone euro, la comptabilité du pays fut truquée avec la complicité de la banque Goldman Sachs (où officiait alors le vice-président de la BCE Mario Draghi). Jadis en mains privées, cette dette est aux mains des institutions européennes et du FMI.

Le 25 janvier 2015, SYRIZA (coalition de la gauche radicale) a remporté les

élections. Mais depuis cinq mois les créanciers ont refusé obstinément les propositions du gouvernement grec. «Il n'y a pas de vote démocratique contre les traités européens», affirmait, début février 2015, Jean-Claude Juncker, ex-premier ministre du Luxembourg (paradis fiscal bien connu). Au sein de la zone euro, le ton est donné par le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, prônant le paiement intégral de la dette grecque et prêt à expulser la Grèce de la zone euro.

Le capital est du travail volé.

Auguste Blanqui

Les déclarations de Jean-Claude Juncker et le déroulement des discussions entre la Grèce et l'euro-groupe montrent la vraie nature de l'Union européenne réellement existante³. En 2005 une majorité du peuple français avait voté contre une Constitution européenne, préconisant «la concurrence libre et non faussée». Le même texte avait ensuite été voté sans consultation populaire en 2007 par le Parlement français (droite et «socialistes» réunis).

Comme la Grèce a perdu sa souveraineté monétaire depuis son entrée dans la zone euro, «depuis le 4 février, la Banque centrale européenne (BCE) a coupé la principale source de financement du système bancaire grec, tandis que les versements européens sont interrompus depuis l'été 2014» (Cédric Durand, Razmig Keucheyan et Stathis Kouvelakis, «Faire cause commune avec la Grèce», *Libération*, 17.4.2015).

L'étranglement financier a continué, après que le premier ministre grec Alexis Tsípras eut annoncé la tenue d'un référendum sur le dernier plan austéritaire. Le 5 juillet, la réponse populaire fut nette: 61% de NON. Mais les oligarques européens y sont restés sourds: le 12 juillet, «méchants flics» (l'Allemagne et ses satellites) et «gentils flics» (la France) ont imposé un nouveau plan, mettant de fait la Grèce sous protectorat. D'ici le 15

juillet, le Parlement grec devrait avoir voté une série de «réformes» (hausse de la TVA, relance des privatisations, baisse des retraites, notamment), contraires au programme de SYRIZA. La dette grecque sera rééchelonnée (l'échéance antérieure de 2054 est reportée 20 ans plus tard).

De nombreux économistes estiment cette dette impayable. Alors, pourquoi donc un tel acharnement? Visiblement, il s'agit d'un problème plus politique qu'économique. «L'enjeu, c'est une tentative d'humilier la Grèce et les Grecs, ou d'en finir avec le gouvernement d'Alexis Tsípras» (Dimitris Papadimulis, député européen de SYRIZA)⁴.

La crise grecque⁵ devrait nous rappeler une mise en garde prémonitrice, formulée au début du projet de construction européenne: «Le projet de marché commun tel qu'il nous est présenté est basé sur le libéralisme classique du XIX^e siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes. Les initiatives sociales seront-elles encore possibles? La tendance à l'uniformisation n'implique-t-elle pas que les pays les plus avancés vont se voir interdire, du moins momentanément, de nouveaux progrès sociaux?» (Pierre Mendès-France, *L'abdication de la démocratie*, 18.1.1957).

Hans-Peter Renk

¹ Naomi Klein, *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*. Montréal, Lemac, Arles, Actes Sud, 2008.

² Le 17 juin 2015, une commission d'audit rendait un rapport accablant: la dette est illégale, illégitime et odieuse. Cf. site du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (www.cadtm.org).

³ François Ruffin, *Faut-il faire sauter Bruxelles?* Amiens, Fakir Editions, 2014 [reportage critique sur les institutions européennes].

⁴ Stelios Kouloglou, «Grèce: le coup d'Etat silencieux», *Le Monde diplomatique*, juin 2015.

⁵ Pour des informations récentes, cf. <http://bloggy.net/>. L'auteur de ce site est Yannis Youlantas (philosophe franco-grec).

Un cri d'alarme contre les privatisations

Publié en italien en 2013, le livre de Graziano Pestoni (*Privatisations – Le monopole du marché et ses conséquences* – Editions d'en bas, 2015) vient d'être traduit en français. Dans cet ouvrage, l'auteur, qui a exercé de nombreuses responsabilités syndicales et politiques et qui est actuellement président de l'Union syndicale du Tessin, dresse un constat implacable sur le démantèlement des services publics et leur transformation en entreprises privées et en sociétés anonymes. L'essor s'est entretenu avec lui.

Quelles différences entre service public et secteur privé?

La mission du service public consiste à fournir à la population une prestation (bien ou service) la meilleure possible au prix le plus bas possible. A l'inverse, l'objectif du secteur privé vise la réalisation du profit le plus élevé possible. Celui-ci ne s'atteint qu'au moyen de trois procédés distincts ou combinés: en réduisant la qualité des prestations, en s'attaquant aux conditions de travail du personnel, en augmentant le prix des prestations au public.

Quand le service public a-t-il commencé à être démantelé?

L'Etat et le service public ont constitué la base du développement économique et social du XX^e siècle. Mais, à partir des années 1970, cette situation n'était plus agréée par la majorité des forces politiques et économique qui décida de changer de cap. L'objectif n'était plus la construction et le développement civilisateur d'un pays, mais la réalisation, à court terme, d'un maximum de profits.

Quelles conséquences?

Le marché, la concurrence, la compétitivité, l'individualisme furent présentés comme des valeurs censées satisfaire aux besoins de la société. On assista à un véritable triomphe du marché. C'est ainsi que l'Etat et les services publics devinrent soudain la cible de toutes les critiques. Mis sous pression par les milieux économiques et la finance, les gouvernements imposèrent partout une nouvelle politique: sous des formes et dans des proportions diverses selon les pays, les services publics furent libéralisés, externalisés, délocalisés et privatisés. Bref, une part importante des activités du secteur public (national, régional et local) fut livrée en pâture au privé ou à des sociétés autonomes nouvellement créées et gérées comme n'importe quelle entreprise privée. Simultanément, les prestations sociales, de même que les conditions de travail subirent d'importantes attaques et remises en cause.

Quels effets en Suisse?

Les rapaces (notamment les financiers et les entrepreneurs à la recherche de secteurs facilement rentables) et les mercenaires, souvent avec l'appui de leurs complices (qu'on peut appeler les modernistes), ont entamé une politique de destruction de l'Etat et de la société, sans précédent dans l'histoire de notre pays. Baisse salariale, réduction ou suppression des droits des travailleurs, généralisation de la précarisation du travail, chômage, redimensionnement des assurances sociales et privatisation de nombreux services publics, voilà ce qui fut fait. En ce début du XXI^e siècle, les étudiants, les salariés et les retraités vivent moins bien qu'il y a vingt ans. Le pouvoir d'achat a baissé alors que l'incertitude et la peur du lendemain ont augmenté. Les rapports entre employés et

employeurs ont radicalement changé: le salarié est passé de membre de l'entreprise, détenteur de compétences et d'expériences, à facteur de coûts qu'il faut, soit rentabiliser, soit liquider sur la base d'intérêts à court terme.

Pourquoi y a-t-il eu si peu de protestations?

Pour réaliser ses objectifs, la droite financière, économique et politique a fait croire – à tort – au moyen d'une puissante propagande que la pauvreté s'était installée, qu'il fallait faire des sacrifices et que le salut viendrait du marché et des privatisations. En 1997, l'UBS affirmait, sans produire la moindre preuve à l'appui, que les services publics seraient plus dispendieux que des services privatisés. Et alors qu'une majorité de la population était conviée à faire des sacrifices, des mesures d'exonérations fiscales furent concédées aux riches pendant que d'exorbitantes rémunérations et autres bonus étaient distribués aux patrons d'entreprises, même quand ceux-ci en avaient été les fossoyeurs.

Et la position du Conseil fédéral?

Elle est inquiétante. Le gouvernement suisse se fixe comme objectif de privatiser le maximum de secteurs possibles. Un premier groupe, intégrant notamment l'armée, est considéré comme non externalisable. Le deuxième, dont les tâches sont de caractère monopolistique (formation et recherche), est considéré comme étant apte à être externalisé. Le troisième groupe rassemble des entités occupées à remplir des tâches de vigilance; ici, la posture du Conseil fédéral est proprement incroyable: il entend confier des missions ultrasensibles, comme par exemple le contrôle de la sécurité des centrales nucléaires, à des organismes privés. Le quatrième groupe réunit les entités, déjà largement privatisées, qui dispensent des prestations de type commercial, comme la poste et les télécommunications.

Peux-t-on changer les choses?

Bien entendu. Les politiques néolibérales recueillent une masse croissante de critiques. Sergio Rossi observe que «le capitalisme financier qui domine actuellement est un régime économique insoutenable qui engendre des crises à répétition, menace la stabilité et la cohésion sociale. Il s'agit en fait d'un féodalisme qui, par l'accumulation du capital financier telle que réalisée par les sommets de l'escalier socioprofessionnel, crée des crises systémiques soumettant la majorité de la population à la dictature de la minorité.»

Afin d'éviter une dégradation ultérieure de la société, des conditions de vie, de l'environnement, de la démocratie, un changement radical s'impose même si, pour vaincre les vents contraires, de puissantes forces sont nécessaires.

Propos recueillis par Rémy Cosandey

Homo-conso et les méfaits du capitalisme moderne

Commençons par évacuer l'idée que le capitalisme sauvage augmente la richesse du monde. C'est l'inverse, il l'appauvrit. Il vous suffira de voir dans quel état se retrouve la Grèce pour vous en convaincre. Ensuite, soyons clairs: l'économie de marché n'existe pas, c'est une chimère simplificatrice inventée par le néolibéralisme pour accrédi-ter l'idée selon laquelle il y aurait un ensemble de «lois naturelles» censées gouverner l'économie. C'est évidemment faux. Le terme même d'économie de marché est un leurre. Nous vivons, non pas dans une économie de marché mais dans un marché des économies. C'est là l'une des gigantesques tromperies, organisée sciemment par le système financier pour masquer cyniquement ses indécentes résultats dont les mécanismes sont si profondément noyés dans l'opacité qu'ils peinent eux-mêmes à retrouver leurs petits. Souvenez-vous du «travaillez plus pour gagner plus» de l'inénarrable ex-président français qui proposait ça aux chômeurs, sachant fort bien que du travail, il n'y en a guère.

La masse salariale versée aux «parasites» qui ne produisent rien de leurs mains et qui n'augmentent en rien le patrimoine mondial est infiniment plus importante que celle qui rétribue, bien mal, les agriculteurs, les artisans, les ouvriers et les... femmes, auxquels il convient d'ajouter, dans quelques riantes contrées du monde, les enfants et les... esclaves. Bref, des salaires totalement indécentes sont versés à des improductifs qui passent leurs vies assis sur leurs culs à ne rien faire sinon prendre des décisions «virtuellement stratégiques». Ils volent en *Business Class* de réunions en réunions. Ils ont pour seule culture la «culture d'entreprise». Et en attendant leurs juteuses primes de départ, ils polluent le ciel avec leurs jets privés, les routes avec leurs limousines-tanks. La seule contribution à l'économie qu'ils font réside dans leur consommation effrénée, contribuant ainsi à l'obsolescence programmée, leur

dernière trouvaille pour faire tourner la machine encore plus vite.

La droite «néolibérale» a réussi son coup. Non contente d'avoir privatisé les bénéfiques et socialisé les pertes, elle réclame aujourd'hui une diminution drastique des aides sociales au prétexte de la responsabilité individuelle. Après avoir dépossédé le peuple de ce qui lui appartenait (les régies fédérales), elle exige que ces anciennes régies produisent des bénéfiques. Résultat: la poste ne distribue plus le courrier dans les contrées reculées et ferme de nombreux bureaux dans les campagnes et les quartiers décentralisés parce qu'ils ne sont plus rentables. Depuis quand les services publics devraient-ils être rentables? Depuis quand la mission du service «AU» public est-elle de désocialiser? Mais nos élus sont les premiers à vouloir appliquer chez nous les principes néolibéraux pour introduire une concurrence stupide en passant par ce qu'ils appellent «déréglementation». Pour faire avaler la pilule, ils promettent chaque fois une baisse des prix, et chaque fois c'est exactement l'inverse qui se produit.

Il n'est pas jusqu'à la langue elle-même qui ne soit phagocytée par l'avidité ambiante. Quand j'entends «lisez la notice d'emballage», je crois cauchemarder. La notice d'emballage n'existe pas, et si elle existait, elle dirait comment, avec quoi et dans quelles matières et conditions l'emballage aura été fabriqué. C'est nous prendre pour des crétins. C'est le principe de base de cette nouvelle économie: prendre le consommateur pour un imbécile heureux. Ainsi, ce qui s'appelait prospectus s'appelle maintenant notice d'emballage, ce qui ne veut strictement rien dire. Ce n'est qu'un des nombreux attrape-couillons que nos «marketeurs» nous ont concocté pour vendre, vendre, toujours plus, même si ça ne sert à rien, surtout si ça ne sert à rien. Le monde est dirigé par le marketing. Vous croyiez, comme moi d'ailleurs que mar-

keting voulait dire étude de marché? Eh bien vous avez tout faux! Ca n'est plus le marché que le marketing «étudié», c'est le comportement d'homo-conso, et le marketing ne vend plus ce qui existe, mais fabrique ce qu'il impose à homo-conso d'acquiescer. C'est tor- du, hein? La société fonctionne entièrement sur des détournements de sens. Si aujourd'hui vous achetez une bouteille de jus de fruit, que vous donnez à vos enfants à boire en pensant leur faire du bien, vous vous êtes fait avoir. Non seulement ce jus ne contiendra pas le moindre fruit, ni même un morceau de fruit et encore moins de jus de ce fruit-là mais seulement de l'extrait de concentré, et il fera plus de mal que de bien à la santé de vos enfants, car trop sucré, sans fibres, etc. Quand cesserons-nous d'être les dindons de la farce? C'est que l'économie a besoin de crétins pour prospérer.

Lève-toi, va bosser, retourne chez-toi, si possible comme pendulaire, histoire d'être debout dans ton train ou bloqué dans les embouteillages. Passe au super-marché (qui n'a pas grand-chose de super et qui est tout sauf un véritable marché). Achète si possible un truc, déjà préparé, que tu glisseras dans ton four à micro-ondes, bois un soda et enfonce-toi dans ton canapé pour bouffer de la télé ou socialiser avec tes milliers d'amis virtuels avant d'aller au dodo, histoire d'être en forme pour perdre ta vie à la gagner. Consomme et ferme-là! Consomme aussi le dimanche parce que c'est important de ne pas causer un trou dans le tiroir-caisse.

A quand un véritable bilan de cette économie? Quand en mesurerons-nous l'ampleur des dégâts? Qui dira enfin la vérité? Quand commencerons-nous à «décroître» selon le fameux «*Less is more*»¹

Marc Gabriel

¹ Phrase souvent associée à l'architecte Ludwig Mies Van Der Rohe (Bauhaus) que l'on pourrait traduire par: moins c'est davantage.

Les méandres du capitalisme

Il est intéressant de se souvenir que l'étymologie du mot «capital» est, en latin, capitalis, c'est-à-dire «caput» signifiant tête, source. Ne nous a-t-on pas répété: «les petits ruisseaux font les grandes rivières!». La source du capitalisme découle de l'argent amassé pour en faire un instrument de production amené à rapporter des intérêts venant grossir le ruisseau pour en faire un fleuve. Autrefois on parlait en sous, puis en francs. Le billet de mille francs était rare, il s'est imposé durant le vingtième siècle, et le 21^e a ouvert la porte aux millions, pour parvenir à des amendes américaines insensées à plusieurs milliards.

Les fortunes peuvent se diviser en capitaux fixes: sols, forêts, portions de mer, mines, constructions, ma-

chines, etc., ou en capitaux de circulation: la main d'œuvre, les marchandises, les matières premières, la monnaie.

Toute matière doit rapporter, qu'elle soit vivante ou inerte. Le capitaliste peut s'enrichir par le jeu naturel de l'offre et de la demande. Il faut donc que le salaire de ceux qui produisent l'offre soit calculé sur le consommateur, il faut que celui-ci achète, consomme au-delà de ses besoins vitaux. Alors on le persuade chaque jour qu'il doit acheter une nouvelle télévision, un ordinateur de voyage, une piscine pour son jardin, un ensemble de bagages pour ses prochaines vacances et puis un Smartphone dernière nouveauté. Sans tous ces objets, impossible d'être heureux! Les multinationales vous

l'assurent, car elles seules savent distribuer le bonheur!

Elles ont fait de nous les privilégiés du confort, du bien-être, au détriment des pays d'Afrique, d'Amérique du sud, les trois quarts de la planète pour qui la misère et la faim sont quotidiennes. Qui s'en soucie? Quelques figures se sont levées, comme Pierre Rhabi, Marianne Sébastien, quelques autres. Aurons-nous le courage de les suivre car il n'est plus temps de ne penser qu'à notre porte-monnaie, à nos achats, à notre mode de consommation. Il faudra renoncer à nos privilèges suisses pour penser à «vivre ensemble» si nous voulons sauver notre avenir et celui de nos enfants.

Mousse Boulanger

L'argent a tué le rêve européen

On avait rêvé d'une Europe sociale et écologique, de peuples pouvant choisir librement leur destin. L'exemple grec montre malheureusement que l'argent a tout gagné, que le capitalisme a triomphé partout. L'hebdomadaire *Marianne* ne s'est pas trompé. Il titre: «Un accord? Non, un diktat!». Citons quelques extraits des articles de ce journal.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Lénine

* Ils ont voulu punir la Grèce. Ils ont voulu écraser les impudents qui affirmaient qu'il y a une alternative à ce système qui ruine les économies européennes et pressure les peuples. Et ils ont porté un coup terrible à l'idéal européen.

* Tel Sisyphe, des générations de Grecs devront se coltiner sans fin le poids du boulet des remboursements, condamnées à l'austérité perpétuelle. «A vouloir absolument que les Grecs payent, on invente le paiement éternel, la pénitence éternelle. Alors même que les jeunes Grecs ne sont pas plus responsables que les jeunes générations d'Allemands des années 50-60 pour les 'bê-

tises' bien plus grosses de leurs parents» s'indigne l'économiste Thomas Piketty.

* L'Allemagne a prouvé sa préférence pour l'accomplissement du projet cher à Wolfgang Schäuble (ministre des finances): une Europe centralisée constituée de pays satellisés autour du bunker de l'euro et d'une politique ordolibérale excluant ceux qui ne marchent pas au pas.

* Dans une offensive inédite, Merkel et Schäuble sont parvenus à imposer toutes leurs exigences pour punir le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, et placer Athènes sous curatelle (Eric Bonze, éditorialiste à *Die Tageszeitung*).

* L'Europe a imposé «son modèle d'Eurozone disciplinaire» (Yanis Varoufakis, ancien ministre grec des finances).

Les gouvernements européens ont exigé que les Grecs augmentent la TVA, que les modestes rentes des retraités soient encore diminuées et que l'âge de la retraite soit retardé. Ils n'ont en revanche pas exigé une augmentation des impôts des riches armateurs, ni une diminution des dépenses militaires, sans doute parce que certains pays fabriquent et livrent des armes à Athènes. A l'Europe de l'argent est venue s'ajouter l'Europe des hypocrites. Triste histoire!

Y.N.

Une horreur générée par des psychopathes

L'être humain a inventé le néolibéralisme, un terme barbare et primitif qui consiste à faire mourir son semblable de faim en l'exploitant jusqu'à ce que mort s'ensuive! Et, cerise sur le gâteau, avec la destruction de l'environnement. Ce qui signifie que tout est condamné à disparaître! Tuer la vie au ras des pâquerettes en quelque sorte! Pour contrer ce monstre, il faut la mobilisation de toutes celles et de tous ceux dont nous faisons partie. Il est nécessaire de barrer la route à cette horreur générée par des psychopathes! Laquais représentés dans les instances gouvernantes. Qui n'ont plus ou presque plus rien d'humain.

Alain Grillez

Trop riches, trop pauvres

Le capitalisme mondial, qu'on peut aussi appeler la mondialisation, engendre de multiples méfaits à travers le monde. Ce système est la cause principale de la pauvreté qui règne dans notre pays et aux quatre coins de la planète. Dans un ouvrage intitulé *Trop riches, trop pauvres*, une équipe pluridisciplinaire, sous les auspices de l'association Cotmec (Commission tiers-monde de l'Eglise catholique), fait le tour de la question à travers huit thèmes: alimentation, travail, logement et transport, santé et éducation, économie, finances, inégalités, environnement. Plutôt que de faire un résumé de ce livre, *L'essor* a choisi de relever un certain nombre de constats qui montrent hélas que l'économie passe avant l'humain, le social et le politique.

Economie de marché

Constats – Principales caractéristiques du système capitaliste: le marché comme mode privilégié de régulation des échanges, la propriété privée des biens et des moyens de production, le salariat comme relation de travail principale, le profit (pour dégager des surplus finançant de nouveaux investissements et rémunérer les actionnaires), une confiance absolue dans le progrès technique. Les correctifs apportés par la mise en place d'une fiscalité redistributive sont réduits, dès les années 1980, par une politique néolibérale qui promeut la libéralisation des échanges, la diminution du rôle de l'Etat dans ses fonctions de régulation et de distribution des richesses, la financiarisation et la dérégulation, la primauté de l'individu sur le collectif et le politique. Conséquences – La remise en cause des politiques de redistribution et du secteur public accroît les inégalités. Le phénomène est renforcé par une baisse de la fiscalité des grandes entreprises et des ménages les plus aisés. Le profit devient une fin et non un moyen; les grandes entreprises ont pour but premier de produire de la valeur pour les actionnaires et non de créer des objets ou des services répondant aux besoins des populations.

Priorité au luxe

Constats – On assiste à l'explosion d'une consommation de luxe rendue possible par les très hauts salaires et les revenus du patrimoine. Le bénéfice de LVMH (Louis Vuitton, Givenchy, Dior, champagne Ruinart, Moët & Chandon) a ainsi bondi de 73% en 2010. Le secteur des loisirs explose: parcs d'attractions, tourisme lointain, croisières, divertissements absorbent une part croissante du budget des ménages. Conséquences – Des besoins de base d'une grande partie de la population mondiale ne sont pas satisfaits. On prétend que les moyens manquent, alors que ceux-ci sont attribués en priorité à la satisfaction des désirs des plus aisés. Le luxe devient une «machine à rêver» qui permet d'afficher un statut social: on se prive de l'essentiel pour s'offrir un article de marque. Luxe et misère se côtoient.

Paradis fiscaux

Constats – Le paradis fiscal est souvent un petit pays, ou une île, qui tire une partie de sa richesse de sa capacité à abriter de l'argent provenant de l'étranger en le dissimulant au pays où le contribuable est domicilié. Non seulement les grosses fortunes de particuliers se cachent dans les paradis fiscaux, mais les multinationales y pratiquent «l'optimisation fiscale» en y transférant leurs bénéfices. Conséquences – En 2013, au moins 18.500 milliards de dollars seraient cachés par des particuliers dans des paradis fiscaux dans le monde, alors que 66 milliards de dollars suffiraient pour éradiquer l'extrême pauvreté. L'argent caché par les

individus représenterait une perte de 156 milliards de recettes fiscales. Pour sa part, l'optimisation fiscale coûterait chaque année 160 milliards de dollars aux Etats du continent africain. C'est autant d'argent qui manque aux gouvernements pour financer l'éducation, la santé, les infrastructures publiques.

Evasion fiscale et forfaits fiscaux

Constats – La baisse des impôts sur le revenu et la fortune est souvent compensée par des hausses de la TVA. Cet impôt touche toutes les catégories sociales de la même manière: il est donc inégalitaire. Les pays où le taux de pauvreté est le plus bas sont aussi ceux dont les prélèvements obligatoires sont les plus élevés, par exemple les pays scandinaves. Conséquences – Evasion fiscale et forfaits fiscaux privent les Etats d'une partie de leurs revenus. La baisse des impôts contribue à augmenter les déficits de la dette publique. Le manque de rentrées fiscales conduit à une diminution des prestations dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la construction d'infrastructures, de la protection de l'environnement, prestations qui bénéficient à tous.

L'économie sociale et solidaire

Que faire pour produire «autrement», entreprendre «autrement», gérer «autrement» et consommer «autrement»? L'économie sociale et solidaire (ESS) est une réalité qui se manifeste à travers une richesse d'initiatives qui intègrent tout au long de la chaîne de production, distribution, échange et consommation, des critères éthiques, sociaux et écologiques.

Bien qu'il existe différentes approches et définitions à travers le monde, en fonction du contexte local, national ou régional où elle s'inscrit, l'ESS intègre un certain nombre de valeurs et de principes communs:

- * Bien-être social: la primauté de la personne sur le capital;
- * Citoyenneté et démocratie participative: chacun a une voix qui compte;
- * Ecologie: produire et consommer de façon durable;
- * Autonomie: renforcer les moyens d'agir des personnes;
- * Solidarité: privilégier l'intérêt collectif sur le profit individuel;
- * Diversité: respecter et valoriser les différences;
- * Cohérence: dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit.

Trop riches, trop pauvres

Rédacteurs: Hélène Bourban, Sophie de Rivaz, Martyna Olivet, Michel Bavarel, Edouard Dommen, Claude Fol, Gilbert Rist.

Editeurs: Editions d'en bas et Association Cotmec.

Commerce international: un transfert du pouvoir des Etats aux multinationales

Les échanges commerciaux entre les peuples et les nations ont jalonné l'histoire. Ils ont été l'occasion de rencontres et de découvertes d'autres civilisations, parfois il en a résulté des guerres, des massacres, la colonisation et l'asservissement de peuples par d'autres.

Le capitalisme a suscité les progrès de la production mais aussi ceux de la connaissance, et ce n'est pas un hasard. L'égoïsme et la concurrence restent hélas plus puissants que l'intérêt général ou que le sens du devoir.

Albert Einstein

Au début du 3^e siècle avant J.-C., la route de la soie est ouverte entre la Chine et Antioche. Elle sera parcourue par des marchands pendant près d'un millénaire. Depuis lors les échanges internationaux se sont développés. Au Moyen Age, des Ligues marchandes se créent, des ports s'ouvrent sur la mer et le transport des marchandises s'effectue à travers toute l'Europe.

A partir de 1492, année où Christophe Colomb débarque aux Antilles, alors qu'il croyait atteindre l'Asie des épices, le commerce maritime à travers les continents prend son essor. Progressivement, l'Europe conquiert le monde et installe ses colonies aux quatre coins de la planète. Les échanges commerciaux entre pays et continents continuent de se développer jusqu'au 20^e siècle.

Dès le début des années 1950 jusqu'à nos jours, les accords de libre échange ont continué de croître à une vitesse impressionnante. Si, en soi, le libre échange est positif puisqu'il permet d'ouvrir des relations entre les peuples, il a pris depuis quelques décennies un tournant inquiétant. Car dès la fin des années 1970, les institutions qui fixent le cadre du commerce mon-

dial s'intègrent parfaitement dans le système de pensée libérale, donc du capitalisme.

L'influence de David Ricardo

En 1817, l'économiste anglais David Ricardo publie «Des principes de l'économie politique et de l'impôt». Il y développe entre autre sa théorie des avantages comparatifs qui sera très rapidement mise en œuvre par les tenants du libre échange et deviendra le credo officiel de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Pour cet économiste, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les domaines où il est le plus doué ou dans les productions agricoles qui conviennent le mieux à sa situation géographique et climatique.

On a ainsi décidé que tel pays était plus à même de produire du café, un autre du coton, un autre encore des arachides. C'était la porte ouverte à la monoculture avec à la clé la disparition de beaucoup de cultures vivrières indispensables pour maintenir une autonomie alimentaire. On a assisté au démantèlement de la petite paysannerie en l'expropriant de ses terres et à la paupérisation du plus grand nombre. Ces pays se sont vus alors obligés d'importer un grand nombre de biens de consommation en échange de leurs produits agricoles soumis à la loi du marché.

Cette spécialisation les a rendus beaucoup plus dépendants des entreprises des pays industrialisés. Ces dernières ont réalisé des bénéfices utilisés pour se développer davantage et rétribuer le capital, c'est-à-dire les actionnaires pendant que les pays exportateurs de produits agricoles et de matières premières s'appauvrirent et s'endettaient pour s'approvisionner en produits manufacturés et en biens de consommation, les termes de l'échange se dégradant de plus en plus. Cela signifie qu'il faut produire toujours plus de matières premières pour obtenir la même quantité de biens manufacturés. Et ce mécanisme se poursuit toujours aujourd'hui.

L'entreprise au centre des rapports sociaux

Dans le monde, le commerce international est resté jusqu'à la fin des années 1970 sous le contrôle des Etats qui réglaient les différents flux d'importations et d'exportations grâce à des barrières douanières ou tarifaires. Mais dès cette époque, comme le souligne Pierre Rimbert dans *Manière de voir*, n° 141: «L'extension des chaînes d'approvisionnement d'un bout à l'autre du globe, la mise en concurrence des travailleurs par l'abaissement des tarifs douaniers, l'assujettissement des souverainetés populaires encore balbutiantes à des institutions ostensiblement indifférentes à la démocratie ont fait du libre échange un projet de civilisation.» Ainsi, l'entreprise se retrouve au centre des rapports sociaux et progressivement prend le pas sur les institutions étatiques. Tout ce processus a abouti à la délocalisation des entreprises afin de confier la production à des travailleurs moins payés et dont les protections sociales sont faibles, voire nulles. La roue continue de tourner car les travailleurs d'Asie seront remplacés par d'autres en Afrique, par exemple, où les conditions de travail sont encore plus précaires.

Le capitalisme est une création de l'inégalité du monde, il lui faut pour se développer les connivences de l'économie internationale.

Immanuel Wallerstein

Dans l'état actuel des choses, avec la mise en place du grand marché transatlantique les Etats cèdent leurs prérogatives aux entreprises. Ces dernières, par avocats et juristes interposés, ont recours à des tribunaux d'arbitrage afin de poursuivre des pays qui auraient osé augmenter les salaires minimaux. Le pouvoir passe ainsi des Etats aux sociétés transnationales. Et le capitalisme triomphe...

Philippe Lager

Le règne de la pensée unique

Mon propos de départ était de traiter essentiellement du livre de Naomi Klein *La stratégie du choc*, lequel a pour sous-titre «La montée d'un capitalisme du désastre». Version originale en anglais parue en 2007 chez Knopf à Toronto, pour le français Lemeac/Actes Sud, 2008. Le titre du livre n'est pas né du hasard. Il reprend un terme tiré de la formulation extrêmement cynique et brutale d'une doctrine militaire américaine datant de 1996: *Shock and Awe*, choc et effroi. Cette doctrine préconise d'écraser l'adversaire par la violence de l'attaque conduisant à la domination rapide et totale du lieu de bataille, à la fois par la force brute et la terreur psychologique. Cette «technique» a été annoncée par George Bush avant même le début de l'invasion de l'Irak en 2003.

Mais comment parler d'un livre de plus de 600 pages, dont 100 pages de notes et d'index, fruit d'une énorme recherche et d'une réflexion approfondie, apportant une masse d'informations, comment donc parler d'un tel livre en un article d'à peine plus d'une page? Je me limiterai à en résumer le propos, en soulignant à quel point ce livre fournit au lecteur qui se donne la peine de s'en servir un extraordinaire outil de compréhension du monde actuel et des forces qui le régissent. Car Naomi Klein ne se contente pas de présenter des événements, mais elle établit de puissants liens entre eux. Pour ce faire, elle va puiser aux sources des grands inspireurs des politiques de domination de ce «capitalisme du désastre», Milton Friedman et l'«école de Chicago» en premier lieu.

Pour ce résumé, je ne peux faire mieux que de citer la couverture du livre: «Naomi Klein dénonce... l'existence d'opérations concertées dans le but d'assurer la prise de contrôle de la planète par les tenants d'un ultralibéralisme tout-puissant. Ce dernier met sciemment à contribution crises et désastres pour substituer aux valeurs démocratiques, auxquelles les sociétés aspirent, la seule loi du marché et la barbarie de la spéculation.»

Toute personne qui se tient au courant des «tendances» du moment

et des courants de manipulation de l'opinion publique aura tôt fait de comprendre que Naomi Klein entre dans la catégorie des «fabricants de complots». Mais elle, qui s'attaque au système de domination politico-militaro-financier sur le monde, sait bien que si son ennemi lui tire dessus à boulets rouges, c'est qu'elle a dû faire du bon travail. Il en va ainsi pour ceux qui développent un regard critique sur le monde et commentent par examiner avec un peu de circonspection les versions officielles plutôt que de béatement sans autres les adopter. Ces accusations de conspirationnisme, dégainées dès que quelque chose ne plaît pas en haut lieu, sentent le coup bas systématique.

Le capitalisme est une machine infernale qui produit chaque minute une quantité impressionnante de pauvres.

Hugo Chávez

C'est pourquoi j'ai eu plaisir à voir que le mensuel *Le Monde diplomatique* s'attaquait à la question de la «théorie du complot» dans un dossier de sept pages. *Le Monde diplomatique!* Ce journal pourfendeur des injustices de par le monde, ce journal dont la raison d'être était d'éclairer nos lanternes, de remettre les églises au milieu des villages, ce journal qui était un lieu de résistance aux déformations en tous genres!

Il a fallu déchanter. Déjà l'annonce du dossier en première page: «*Dorénavant, le scénario est bien rodé. Des marchands de conspirations attribuent chaque bouleversement du monde à l'Occident, aux Juifs, aux financiers de Wall Street, aux franc-maçons, etc. Assurément la plupart des théoriciens du complot versent dans la paranoïa...*». Naomi Klein, Jean Ziegler, Noam Chomsky, Michel Warschawsky, des marchands de conspirations paranoïaques?

Mais non, ce ne peut être que du 2^e degré! Un peu appuyé certes. Ouvrons et voyons ce que nous enseigne ce dossier. *Shock and awe!*

Choc et effroi! Sur deux pages et en dix points, un article de Benoît Bréville, rédacteur en chef adjoint du journal, constitue le cœur du dossier.

Point 1 – «Ne jamais parler de complot». Ici, les ennemis sont désignés: Alain Soral, Dieudonné, Thierry Meyssan, pêle-mêle, les cibles traditionnelles qui sentent le soufre, les gauchistes d'extrême droite, ceux sur lesquels le système médiatique dominant vomit indistinctement depuis des années. J'aurais aimé en savoir plus sur ces personnages controversés, je devrai me contenter d'une stigmatisation de plus, assez clairement insinuée, et qui ne va rien m'apprendre. Point 2 – «Se revendiquer d'une avant-garde». Conclusion de ce point: «Ce plaisir de faire partie des initiés... contribue à l'attrait des théories du complot.»

Et ainsi de suite jusqu'au point numéro 10. Tout est mis dans le même sac. Il suffit d'être un opposant, d'émettre quelque doute sur les explications officielles données aux divers événements du monde, quelle que soit la nature des doutes émis, quelle que soit la qualité de la réflexion, ça y est, voilà cet opposant couvert de l'opprobre et du ridicule que projette sur lui le regard simplificateur et caricatural de Benoît Bréville.

Et de ce *Monde diplomatique*, qui est le directeur de la rédaction? Serge Halimi. Et qu'a écrit Serge Halimi en 1997? Un petit pamphlet devenu best-seller en quelques mois: *Les nouveaux chiens de garde*, critique virulente d'une «presse écrite et audiovisuelle dominée par un journalisme de révérence, par des groupes industriels et financiers, par une pensée de marché, par des réseaux de connivence.» Bref, l'auteur de ce livre se présente comme un parfait théoricien du complot.

Le dossier du *Monde diplomatique* s'intitule «Vous avez dit «complot»? Vous avez dit «logique», M. Halimi? Ou «pensée unique?»

Bernard Walter

S'affranchir du capital¹

Il y a trois âges du capitalisme. Le troisième est venu; il nous marche sur les pieds; mais nous ne le voyons point. Nous pensons selon le second âge; et quelques-uns pensent encore selon le premier. Nos idées sont en retard de cinquante ans pour le moins. Ainsi, nous ne comprenons pas ce qui nous arrive.

Alain, 1932²

Alain, philosophe, journaliste et essayiste énumérait successivement: l'âge du *Grand patron*, des *Actionnaires*, puis celui des Grands Administrateurs, soit des multinationales tentaculaires mondialisées. Depuis cette citation d'il y a 83 ans, faute de s'interroger sur les mutations de la frange cupide de notre espèce, nous ne comprenons toujours pas, nous non plus, *ce qui nous arrive* et devons nous attendre au pire! Ni Marx, ni Alain ne pouvaient imaginer dans quelle détresse serait plongée la planète, au point que l'éventualité d'une disparition de l'espèce humaine ne fait plus mystère.

Interrogations

Sous prétexte de vouloir supprimer les carences alimentaires et sanitaires des populations, le capitalisme a imposé un mode de surproduction inédit qui lui était seul profitable. Mais pourquoi n'a-t-on pas prévu que la soumission au marchandisage de sa production étoufferait notre sens critique en nous empêchant de prévenir les désastres écologiques et climatiques qui en résulteraient inévitablement?

* L'appât de richesses et de ressources d'autrui a conduit les puissances capitalistes à soumettre et éradiquer même les civilisations florissantes d'Amérique et d'Asie. Pourquoi n'a-t-on pas pressenti que l'extinction de ces riches cultures affaiblirait gravement la nôtre en nous privant des échanges féconds avec ces peuples, au point de les traiter en concurrents à exploiter, affamer et exclure?

* L'exploitation du travail des hommes et de la nature aux fins d'accumuler des profits s'est imposée au détriment de leur épanouissement. Comment se fait-il que les conséquences de l'esclavage salarial et du pillage de la terre n'aient pas été dénoncées dès les premières manifestations d'aliénation et de pénurie?

* Quant aux énergies, le capital a choisi les pires de ses ressources, rejetant les plus abondantes qui, de plus, nous étaient offertes gratuitement. Comment expliquer, vu que les économies précapitalistes s'en contentaient fort bien, que nous n'ayons pas saisi les conséquences désastreuses de ce subit retournement vers les énergies fossiles dès l'aube du XX^e siècle?

* Enfin, la bourgeoisie capitaliste a dissimulé ses manœuvres sous la couverture amène d'une démocratie bourgeoise censée protéger ses sujets. Il leur suffisait de céder temporairement leur propre pouvoir à des élus pour espérer être défendus. Pourquoi n'a-t-on pas saisi que cette privation du droit de pouvoir décider soi-même allait permettre aux Etats d'imposer les choix du capital sous couvert de légitimité démocratique?

Le loup dans la bergerie

Si notre souci de prévenir les ravages du capital a pris tant de retard, c'est qu'il a toujours eu une longueur d'avance pour les perpétrer. L'appât du gain immédiat motive davantage que le souci de nous protéger de ses dérivés. Le prédateur à l'affût a moins à anticiper que ses victimes prises par surprise. Il prépare ses coups à l'avance, prévient les réactions de ses proies, les amadoue de ses faveurs et choisit le moment de les traquer. Il avance masqué, précédé de ses forces policières et armées, les cernent, les mènent à impasse, les dispersent et les divisent afin qu'ils s'affrontent dans de vaines rivalités politiciardes et guerres fratricides.

Aveuglement consumériste

Certes, de nombreux penseurs ont prévu les méfaits potentiels du capitalisme et du socialisme productivistes, mais les promesses lénifiantes d'un avenir radieux ont étouffé ces alertes salutaires, tétanisant l'intelligence collective devenue apathique, soumise et sans défense. La cause de cette déchéance est à rechercher dans notre soumission au pouvoir de séduction d'un consumérisme boulimique. Notre temps de vie s'est alors perdu à acheter et jeter au détriment de notre idéal d'hommes libres: penser, créer, aimer. Le pape François le confirme: *Etant donné que le marché tend à créer un mécanisme consumériste compulsif pour placer ses produits, les personnes finissent par être submergées, dans une spirale d'achats et de dépenses inutiles. [...] Ce paradigme fait croire à tous qu'il sont libres, tant qu'ils ont une soi-disant liberté de consommer, alors que ceux qui ont en réalité la liberté, ce sont ceux qui constituent la minorité en possession du pouvoir économique et financier³*. Cette privation de liberté est le fondement d'une aliénation qui empêche les dominés de saisir les raisons de leur détresse et, partant, d'en prévenir les causes pour s'en libérer avant qu'elles ne les détruisent.

Humanisation virtuelle

Confinée dans le piège de la consommation de biens inertes, l'humanité matérialiste a rompu ses liens avec la nature vivante et vivifiante et par conséquent, avec elle-même, car: *«L'homme vit de la nature signifie: la nature est son corps avec lequel il doit maintenir un processus constant pour ne pas mourir. Dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est indissociablement liée à la nature ne signifie pas autre chose sinon que la nature est indissociablement liée avec elle-même, car l'homme est une partie de la nature⁴»*. Isolé de la nature et de la sienne propre, il ne les voit plus se corrompre. C'est pourquoi toute alerte confirmant le déclin de la planète et de l'humanité demeure désespérément lettre morte.

François Iselin

¹ Titre de mon recueil d'articles politiques, *Franchir le cap, s'affranchir du capital*, à paraître.

² Alain (Emile Chartier, 1868-1951), *Libres propos* (Journal d'Alain), mensuel, janvier 1932, p. 11.

³ François, Encyclique «Laudato si», mai 2015, Typographie vaticane, § 203.

⁴ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Ed. Sociales, p. 62.

Chaos organisé

Pour faire simple et écarter les subtilités historiques, on peut prétendre que jusqu'à la chute du Mur en 1989, deux camps s'opposaient, capitalisme et communisme, chacun voulant convaincre qu'il était plus à l'écoute de son peuple que l'autre, plus fort, mieux équipé, bref le meilleur... Les nuances étaient de taille et multiples. Chez l'un, l'individu était prioritaire, chez l'autre, le collectif primait, et beaucoup de différences pratiques en découlaient. Chacun se disait libre, prêtant à l'autre les pires projets, alors que tout bien soupesé et très schématiquement, on n'était pas loin du bonnet blanc et blanc bonnet. Depuis cette fameuse chute, le capitalisme n'avait plus d'adversaires à convaincre: en d'autres termes, s'émancipait un néocapitalisme avec les coudées totalement franches sur l'entier de la planète.

Dès les années 90, il restait à mettre les politiques récalcitrants sous la botte. Ainsi ont commencé les propositions d'accords du GATT, renvoyées à leurs chères études grâce, en particulier, aux manifestants de Seattle. Par la suite, ce sont les accords AMI, puis AGCS, accord général du commerce des services, qui ont tenté d'entrer en force par les diagonales. D'ailleurs, même s'ils n'ont pas été signés, on en sent déjà les tendances, puisque nombre de services publics glissent dans l'escarcelle de l'économie privée, avec l'accord de la majorité politique qui, soit joue à l'andouille, soit fait le jeu des grandes entreprises et encourage ce genre d'exercice, sans se rendre compte qu'elle enterre à terme sa propre fonction gouvernementale.

Aujourd'hui, ce sont les accords TISA / TIPP (Trade in Services Agreement / Accord sur le commerce des services) qui montent à l'assaut pour laisser l'économie, de fait les multinationales, faire librement son commerce, sans contraintes d'aucune sorte. Les forces politiques ne seraient cantonnées qu'à entretenir routes, ports et rails, faciliter en priorité le transport des marchandises, aplanir toutes difficultés lé-

gales et envoyer l'armée quand le peuple résiste à la servitude. Cela sous-entend, à terme, ne plus pouvoir résister aux multiples empoisonnements qui imprègnent notre nourriture, garder des graines non-OGM pour l'année suivante, se soigner directement par les plantes, bref l'instauration de la dictature du marché dans toute sa grâce. N'oublions pas que consommer bon marché est aussi une façon de favoriser l'esclavage: on devrait s'en rappeler à chaque acte d'achat.

Le capitalisme est un monstre à deux têtes: la banque et le patronat.

Olivier Besancenot

Par la bande, on pressent une réminiscence de l'époque aristocratique composée de nantis, anciens et nouveaux, prêts à considérer l'écologie comme un boulevard de rêve pour pratiquer, avec bonheur, la loi de la jungle. D'ailleurs Warren Buffet l'a clairement dit: «*Aujourd'hui, on vit une guerre des riches contre les pauvres, et nous sommes en train de la gagner*». A voir l'acharnement des tenants du libéralisme à baisser la fiscalité des entreprises, à jeter le doute avec l'argument classique et impérisable des abus à l'égard des chômeurs, des demandeurs d'aide sociale, des migrants, des malades physiques et/ou psychiques, a quelque chose de littéralement indécent. Tous les indicateurs prouvent que l'austérité, l'appauvrissement de la classe moyenne sont de mauvais calculs sur le long terme. Les multiples incohérences du système se constatent partout: l'attitude de l'Europe avec la Grèce, les encouragements à la voir s'armer jusqu'aux dents à l'époque contre la Turquie, à organiser des jeux olympiques, ont grandement aggravé sa dette. Les cadres de Goldman Sachs et autres petits malins, qui ont frotté ses comptes pour son entrée dans l'Europe, puis qui font partie des structures européennes qui distribuent conseils et pénalités: c'est assez fort de café. D'autant qu'on

sait très bien que les Etats-Unis, berceau du capitalisme primitif, n'ont jamais été très enthousiastes par la construction européenne; aussi retrouver leurs poissons-pilote dans la BCE n'est que modérément rassurant.

L'incompatibilité du capitalisme avec la démocratie se confirme chaque jour: le référendum grec a été considéré comme une trahison par des dirigeants européens, d'ailleurs les affaires marchent particulièrement bien avec les dictatures. Il est considéré comme normal que les peuples ne puissent plus manger à leur faim, plus se soigner pour que leur gouvernement rembourse des institutions hors sol. Ces méthodes brutales ont déjà été expérimentées dans les pays en développement depuis longtemps. Autant dire que le peuple grec a eu un courage exemplaire de résister, même si la gestion hellène mériterait d'être sérieusement reconsidérée.

Heureusement, de nombreuses forces, ONG, associations, citoyens petits et grands, lanceurs d'alerte, travaillent à dénoncer, mettre en lumière, décoder, enquêter, militer, trop souvent au péril de leur vie. C'est grâce à elles que nous avons les éléments de compréhension pour appréhender ce qui se trame, comme les méthodes internes des «corporate», la mise en place d'une dictature économique qu'on observe en train de poser ses jalons. Rappelons simplement aux gouvernants que les cadeaux fiscaux faits aux grandes entreprises sont dangereux pour les finances publiques, que la liberté de commerce, la libre et saine concurrence ne sont que des leurres et que l'autorégulation comme principale mesure d'encadrement est d'une naïveté à faire pleurer les chaumières. Les associations citoyennes l'ont déjà largement prouvé. Elles méritent plus que jamais notre soutien et notre engagement.

Edith Samba

Plaine des héros

Yves Laplace, Editions Fayard

Voici un livre qui se réfère à un événement qui avait fait l'objet d'une publication en 1933, éditée par la Fédération suisse des Socialistes religieux, à l'Imprimerie populaire de Lausanne, sous le titre: *A la recherche de la vérité*. Il s'agit de la fusillade du 9 novembre 1932 ordonnée par l'armée suisse contre des manifestants désarmés sur la plaine de Plainpalais à Genève.

Le roman-enquête d'Yves Laplace fait revivre une figure genevoise qui a plaqué sur la ville l'image du fascisme le plus virulent qu'ait pu connaître notre pays à une époque où naissaient les premières manifestations des forces ouvrières. Le porteur de cette image s'appelait Georges Oltramare, écrivain de talent, auteur de théâtre, passionné de politique. En plus de tous ces at-

tributs d'intelligence, la nature l'a doté d'une figure aux charmes quasiment irrésistibles, ce qui lui valu le surnom de «Beau Géo». En 1923 il lance un journal intitulé «Le Pilori» dans lequel s'étale une maladie pour laquelle on n'a jamais trouvé de vaccin, c'est-à-dire l'antisémitisme, à laquelle vient s'ajouter l'antisocialisme. Toute personne affichant le moindre reflet favorable au monde ouvrier est fustigée, calomniée, copieusement passée au Pilori.

A Plainpalais, ce mois de novembre 1932, Oltramare a rassemblé ses partisans – et il y en a, de véritables enragés! La gauche organise une contre-manifestation sur laquelle l'armée suisse va se déchaîner faisant 13 morts et 65 blessés. Ce tragique épisode est inclus dans le roman d'Yves Laplace qui pousse son

enquête beaucoup plus loin, jusqu'à faire un voyage à Moscou avec un mystérieux neveu d'Oltramare. «Le petit Duce de Genève», qui n'a pas d'enfant, se conduit comme un père attentionné avec ce faux neveu d'origine juive. Oltramare finira collaborateur nazi et sera condamné à mort par contumace, en France, à la libération. En Suisse il fera quelques mois de prison et mourra d'un infarctus en 1964. Dans le livre d'Yves Laplace on éprouve parfois un malaise devant une espèce de perversité à côtoyer en écriture un personnage aussi malveillant, totalement cruel et pourtant fascinant. Ce qui est certain, pour ceux qui aiment l'histoire de notre pays, une fois commencé, on ne lâche plus la «Plaine des héros».

Mousse Boulanger



Tout peut changer, Capitalisme & changement climatiques

Naomi Klein, Actes Sud, mars 2015

Ce titre résume un dilemme: *Tout peut changer, en mal* – Naomi Klein le démontre par ses rigoureuses enquêtes – ou en bien – elle fournit moult exemples de résistances et d'offensives anticapitalistes dans le monde, la plupart victorieuses. Cela dit, rien n'est joué: «La bataille fait rage, mais, pour le moment, le capitalisme est en train de l'emporter haut la main». Sauver la planète tient d'une course de vitesse

et, à l'allure où le climat se dégrade, il reste très peu de temps et trop peu de volontés pour agir. Ceci, car: «*Nous sommes le produit de notre époque et d'une idéologie dominante*». En clair: «*Pour que les changements nécessaires aient la moindre chance de se concrétiser, nous devons avant tout apprendre à penser de façon différente, radicalement différente*», mais cela prend bien plus de temps que l'émission des gaz

à effet de serre qui, de plus, en s'accumulant depuis des décennies, ont pris beaucoup d'avance.

L'enjeu est de taille: «*Ma grande peur environnementale, ce n'est pas un monde plein d'inondations, de sécheresses ou d'ouragans monstrueux, c'est de voir le monde se déshumaniser [car] les crises économiques constituent le terreau de sociétés fascistes [or] si nous ne révolutionnons pas nos valeurs, nous allons vers une forme de barbarie*». Quoiqu'il en soit, que la catastrophe climatique soit molle ou dure, c'est le proche avenir de la civilisation humaine qui est en jeu.

Bien que nous en soyons à «moins une», si chacun s'y met – et pour commencer en lisant ce puissant pavé de 600 pages –, en tire les conclusions et agisse vite, tout peut (encore) changer!

François Iselin

Qui est Charlie?, Sociologie d'une crise religieuse

Emmanuel Todd, Editions du Seuil, 2015

Il est intéressant de voir qu'un intellectuel qui médiatise plus ses idées que sa personne, Emmanuel Todd, vient de faire paraître un livre: *Qui est Charlie?* Sociologie d'une crise religieuse: ce livre rejoint le propos de notre dernier numéro de *l'essor*, dans le sens qu'il propose un bilan des événements de ce début d'année à Paris.

Todd prend le contre-pied de bien des idées que du haut des sommets des hiérarchies politiques et intellectuelles on a cherché à imposer. Sa lecture éclaire ces événements d'un jour différent et donne vie à une réflexion stimulante qui sort des sentiers battus.

J'ai par ailleurs aimé sa conclusion, rapportée par le quotidien *24 Heures* du 7 mai dernier: ce livre, «je l'ai surtout fait pour dégager ma responsabilité morale». Nous voilà au coeur des mobiles profonds des lanceurs d'alerte, dont nous avons fait dernièrement notre thème.

Bernard Walter

¹ Interview de Naomi Klein dans *Siné Mensuel*, mai 2015.

A lire absolument:

Privatisations / Le monopole du marché et ses conséquences (voir page 7)
Trop riches, trop pauvres (voir page 10)



Des familles syriennes accueillies chez Gianadda

La promesse de Léonard Gianadda de mettre à disposition de cinq familles syriennes cinq appartements se réalise. Depuis début juin, un couple et leur fille bénéficient de cette aide après avoir vécu l'enfer syrien. L'enfant fréquente déjà l'école. «Les habitants se montrent généreux» se réjouit Léonard Gianadda. D'après *Le Courrier* du 13 juin 2015

Pas sur le dos des migrants....

Un site web pour comparer les services d'envoi d'argent à l'étranger permet désormais aux migrants de faire le meilleur choix. 200 millions de migrants envoient 390 milliards d'euros chaque année dans leurs pays d'origine mais cela se révèle extrêmement cher: de 6,7 à 12,1 pour cent en moyenne vers l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie du Sud ou les Pays de l'Est. La mission de Tawipay est de permettre à la population migrante de faire le bon choix lors de leurs transferts d'argent internationaux grâce à une information transparente. L'idée a été développée en février 2013 par trois jeunes informaticiens désirant envoyer de l'argent à une association au Cameroun et lassés des frais élevés pour ce faire. Plus de renseignements en s'adressant à: Global impact Finance LDT, rue de l'Arc en ciel 12, 1030 Bussigny. D'après la revue *Mieux Choisir FRC*, No80, juillet-août 2015

Promouvoir la lecture chez les jeunes grâce à YouTube...

En pays de Vaud, une étudiante de dix-huit ans présente des vidéos d'une dizaine de minutes tournées et montées par ses soins sur les derniers livres sortis, ses coups de cœur ou ses acquisitions. Plus de 3600 abonnés suivent la gymnasiennne. A Fribourg, une libraire de vingt-cinq ans a lancé, en 2011, sa chaîne YouTube «Les histoires de Margaud». Elle poste plusieurs fois par mois des séquences vidéo présentant des livres qu'elle aime. Elle compte aujourd'hui près de 16.000 abonnés et privilégie la littérature pour enfants, adolescents ou jeunes adultes. Critiques littéraires d'un nouveau genre, ces «booktubers» sont d'excellents ambassadeurs pour les maisons d'édition et pour la diffusion de la lecture. D'après *24Heures* des 9 et 10 mai 2015

Antenne socio-éducative à Belle-Idée

Une antenne socio-éducative a été ouverte à l'hôpital psychiatrique de Belle-Idée à Chêne-Bourg. Cette structure est destinée à des patients qui présentent un handicap mental avec des troubles sévères du comportement. Elle doit constituer un sas entre l'hôpital et des lieux extérieurs dédiés à les accueillir. L'antenne va prendre en charge entre 20 et 30 per-

sonnes par année. Ces personnes, une fois stabilisées, seront ensuite transférées dans des établissements publics pour l'intégration (EPI). Ces structures offrent aux patients un cadre de vie plus agréable et leur permettent de passer d'un lieu de soins à un lieu de vie. D'après *Le Courrier* du 28 mars 2015

Pour une Suisse humanitaire

L'UDC fait de l'asile un thème de campagne électorale et prend à nouveau la ministre socialiste Simonetta Sommaruga pour cible. La conseillère nationale libérale-radical Doris Fiala, de retour d'une visite de camps de réfugiés syriens en Turquie, dénonce le discours populiste sur l'asile à des fins électorales. Elle s'engage pour une Suisse humanitaire et fustige l'attitude de l'UDC. *Ndlr: malheureusement, tous les libéraux-radicaux ne partagent pas cette attitude.* D'après *Le Temps* du 16 juillet 2015

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

Intégration des étrangers et demandeurs d'asile

Alors qu'il était de 14,7% en 1910, le pourcentage de la population étrangère en Suisse a passé à 23,8% à fin 2013. C'est un des taux les plus élevés d'Europe. Cette situation s'explique principalement par de grandes vagues d'immigration, par une politique de naturalisation restrictive ainsi que par un taux de natalité élevé et un faible taux de mortalité de la population étrangère. Il est nécessaire d'avoir une politique d'intégration et non d'assimilation. Les cantons et les villes qui accueillent le plus d'étrangers sont les moins touchés par les problèmes de xénophobie et de rejet. Autre problème encore plus inquiétant: celui des réfugiés. La Suisse pille

les pays du tiers monde et s'étonne que des ressortissants de ces pays cherchent à trouver refuge dans notre pays. Contrairement aux propos de l'UDC, qui continue à dresser les uns contre les autres, la barque n'est pas pleine et la simple humanité nous commande de faire un peu plus. Nous aborderons ces deux sujets dans notre prochain forum. Des personnalités nous ont déjà assurés de leur concours. Mais il est bien entendu que tous nos lecteurs peuvent s'exprimer. Leurs textes doivent nous parvenir d'ici le 15 septembre au plus tard.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.
 Rédacteur responsable
 Rémy Cosandey
 Léopold-Robert 53
 2300 La Chaux-de-Fonds
 032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com
 Equipe de rédaction
 Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Marc Gabriel Jehouda, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Bernard Walter.
 Administration et retours
 L'Essor - Abonnements
 Tunnels 16
 2300 La Chaux-de-Fonds
 ou par courriel : info@journal-lessor.ch
 www.journal-lessor.ch
 Abonnement annuel : CHF 36.-
 Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0
 Composition et impression
 Société coopérative du Journal de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix
 L'essor - ISSN 1023-5663

déla i p o u r l e p r o c h a i n n u m é r o : 15 s e p t e m b r e 2015
 p r o c h a i n f o r u m : I n t é g r a t i o n d e s é t r a n g e r s e t d e m a n d e u r s d ' a s i l e